

• (1610)

[Français]

M. Pierre H. Vincent (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Monsieur le Président . . .

M. Rossi: Ce n'est plus intéressant, je m'en vais!

M. Vincent: On voit que l'opposition a peur d'entendre la réalité et la vérité . . . avec ces commentaires-là.

Monsieur le Président, j'ai écouté les débats sur le Budget depuis son dépôt, et lorsqu'on entend les députés de l'opposition, et je viens d'entendre justement le chef de l'opposition (M. Turner), je constate qu'il n'y a pas une seule chose qui a été dite sur le Budget qui soit positive venant de l'opposition, sur les réalisations du gouvernement depuis trois ans et demi. Pas une seule chose de dite! Et ce même chef de l'opposition se targue d'être juste, d'être honnête, d'être ouvert à tous les Canadiens, et il n'a même pas la décence d'admettre ce qui a été fait depuis trois ans et demi par ce gouvernement. Monsieur le Président, c'est ce qu'on appelle parler des deux côtés de la bouche. Et à Trois-Rivières, monsieur le Président, le monde n'aime pas cela!

Le leader de l'opposition disait tout à l'heure, et il l'a dit auparavant, que nous avions augmenté l'impôt personnel de 68 p. 100 depuis que nous sommes au pouvoir.

Monsieur le Président, vous savez qu'on peut faire dire à peu près n'importe quoi aux chiffres. Et je lui répondrai simplement, qu'avec sa méthode de calcul, il a augmenté les impôts de 76 p. 100 durant les années où il était ministre des Finances.

Monsieur le Président, en prenant encore une fois sa méthode de calcul, cela démontre qu'il joue avec les chiffres. D'ailleurs on sait, monsieur le Président, que les libéraux ont joué pendant 20 ans avec les chiffres. Ce n'est pas pour rien qu'on s'est retrouvé en 1984 avec une dette nationale de 200 milliards de dollars et avec un déficit de 38 milliards de dollars, en 1984. Déficit que nous avons réussi à réduire de 10 milliards de dollars, oui, 10 milliards de dollars en trois ans!

Et comment avons-nous fait cela? Encore une fois, le chef de l'opposition dit que nous avons augmenté les impôts de je ne sais plus combien . . . 22 ou 24 milliards de dollars. Et ses *back-benchers* qui ne disent jamais rien et qui n'ont jamais rien dit pendant qu'ils étaient au pouvoir se mêlent aujourd'hui de venir dire que c'est vrai et de faire les gros bras.

Monsieur le Président, ils auraient été aussi bien de parler pendant qu'ils étaient là, au pouvoir, au lieu de ne rien faire.

M. Rossi: Demande à ton organisateur ce qu'il pense de toi!

M. Vincent: Regardez, monsieur le Président, regardez comme c'est bas!

En parlant de choses sérieuses et non pas de ces *back-benchers* libéraux qui ne foutent absolument rien, nous avons réduit le déficit de 10 milliards de dollars en trois ans et une partie de cette réduction-là provient de l'augmentation d'impôt que nous avons tous connue.

Mais la majorité, la grosse partie de la réduction du déficit, soit 80 p. 100, monsieur le Président, nous vient de deux sources: d'une part, des coupures que l'on a effectuées dans l'appareil gouvernemental mais également d'autre part, ce que le chef de l'opposition oublie complètement, cela s'appelle la création de plus d'un million d'emplois. Il y a un million de

Le budget—M. Vincent

personnes qui, au lieu de recevoir l'assurance-chômage paient des impôts. C'est cela qui fait que nous avons des revenus supplémentaires et c'est cela qui fait que nous avons réussi à réduire le déficit. Mais on ne parle pas de cela. Pour l'opposition, c'est de la foutaise.

Mais ce n'est pas de la foutaise, c'est la réalité de 1988, lorsque nous regardons le Budget et surtout l'aspect fiscal de ce qui a été déposé avec le Budget, les règles sur les corporations associées.

Monsieur le Président, c'était une belle passe que plusieurs compagnies faisaient, un peu comme le crédit d'impôt à la recherche scientifique, que nous avons coupé.

L'opposition libérale nous accuse régulièrement de taxer les gens à faible revenu et de ne pas taxer les compagnies, alors que c'est nous qui, depuis trois ans et demi, sous la gouverne du premier ministre du Canada (M. Mulroney), du ministre des Finances (M. Wilson), avons coupé la majorité des «trous» dans la Loi de l'impôt, les *loopholes*, monsieur le Président, et cela en était un et nous l'avons réglé.

Le contrôle des compagnies qui, encore une fois, faisait en sorte qu'on pouvait jouer avec les taux d'imposition moins élevés pour les compagnies, nous l'avons également réglé.

Il y a eu au niveau de l'impôt sur le revenu, au niveau des frais de garde d'enfants . . . C'était à 2 000 \$, nous l'avons passé à 4 000 \$ sans maximum, car il y avait un plafond de 8 000 \$. Et c'était là des règles dans le temps où le parti libéral était au pouvoir. Nous avons changé cela! Cinq cent cinquante-neuf dollars par année par enfant qu'un couple, gagnant moins de 16 000 \$, pourra recevoir en crédit d'impôt remboursable, plus 100 \$ en 1988 et 200 \$ en 1989, s'il n'y a pas de frais de garde d'enfant réclamés.

On a modifié les pouvoirs de saisie qu'avait le ministère du Revenu pour que, encore une fois, les contribuables canadiens n'aient pas à subir de préjudice lorsqu'une saisie est faite sans avis.

On a modifié la taxe de vente pour la rendre plus compatible avec la réalité de 1988, tout en gardant bien à l'esprit, monsieur le Président, qu'il y aura une phase II où des modifications importantes seront faites.

Je mentionnais tantôt, monsieur le Président, qu'en 1984-1985, le déficit, c'est-à-dire, et vous le savez, le montant d'argent dans l'année que le gouvernement dépense de plus que ses revenus, était de 38 milliards de dollars. Cette année, monsieur le Président: 29 milliards de dollars. C'est-à-dire qu'en trois ans et demi, nous avons réussi à réduire de 10 milliards les dépenses annuelles du gouvernement.

Le chef de l'Opposition officielle mentionnait tantôt que la dette nationale a augmenté. C'est vrai, monsieur le Président, qu'elle a augmenté. Elle était à 200 milliards de dollars lorsqu'on est arrivé. Grâce à qui était-elle de 200 milliards cette dette-là? C'est toujours bien pas notre faute, elle était là quand on est arrivé!

Et ce qui est important de souligner, monsieur le Président, c'est que cette même dette-là a augmenté de 150 p. 100 de 1980-1984 C'est de l'argent! Cela, c'en est des pourcentages, et des vrais! Alors que sous le gouvernement conservateur, on a réussi, et c'est la première fois depuis 1945, à réduire le déficit durant quatre années fiscales de suite! Et de cela, monsieur le